

ANNUAIRE DE LA PROPAGANDE US

115 atlantistes contre la Russie



La tragédie de Beslan a donné lieu, depuis un mois, à une intense campagne de propagande dans la presse occidentale visant à accréditer l'idée que la Russie serait redevenue un pays totalitaire. Un manifeste reprenant cette rhétorique a été publié cette semaine dans l'ensemble de la presse occidentale sous la forme d'une lettre ouverte. Ses signataires y développent un discours qui n'est pas sans rappeler celui de Ronald Reagan au sujet de l'« Empire du mal » soviétique. Par leur voix, ils répercutent la volonté des néo-conservateurs de Washington de déstabiliser un pays devenu le premier producteur mondial de pétrole.

page 2

Bush-Kerry : deux candidats, une idéologie

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Avant le « débat » Bush-Kerry, le *New York Times* a demandé à trois personnalités républicaines et à trois personnalités démocrates de formuler les questions qu'elles aimeraient poser à leur adversaire lors du débat. Ce qu'illustrent surtout ces textes, c'est que l'élection présidentielle aux États-Unis est l'occasion pour les élites de procéder à des ajustements tactiques, mais surtout pas à une modification profonde de la politique menée.

page 9

REPÈRE : 26 SEPTEMBRE 1889

La destruction du Bison comme moyen de conquête

Le 26 septembre 1889, le Smithsonian Institute tire la sonnette d'alarme. Alors que, 50 ans auparavant, les grandes plaines de l'Ouest américain comptaient 60 millions de bisons, il n'en restait plus que 1200 sur tout le continent Nord Américain, dont 400 dans des zoos. La construction du chemin de fer transcontinental a scindé en deux les Plaines et le tir gratuit devient un argument publicitaire pour la compagnie de chemin de fer... plus de 8 millions de bêtes seront abattues par des passagers entre 1872 et 1884. Pour le Secrétaire d'État Delano c'est une bonne nouvelle « *Exterminer le bison est une bonne méthode pour éliminer l'indien. Elle encourage la politique du gouvernement de civiliser ces sauvages en leur imposant notre mode de vie et en les privant de leurs ressources de chasse.* » En effet, la destruction des troupeaux provoque des famines chez les Cheyennes, Sioux, Dakota et Comanches qui sont alors regroupés de force dans des réserves.

« *Notre conquête industrielle risque à terme de détruire le monde dans lequel nous vivons* » conclut le Smithsonian. ■

TRIBUNE DE 115 PERSONALITÉS ATLANTISTES

« Cessons d'embrasser Poutine »



Nous reproduisons le texte intégral de la *Lettre ouverte aux chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne et de l'OTAN* signée par 115 personnalités atlantistes sollicitées par Vaclav Havel. Cette déclaration s'inscrit dans une vaste campagne de propagande visant à stigmatiser le gouvernement de Vladimir V. Poutine et à préparer l'opinion publique « occidentale » à une rupture du Partenariat pour la Paix conclu entre l'OTAN et la Fédération de Russie. Elle a été publiée simultanément dans des grands quotidiens en Europe et aux États-Unis.

page 17

Annuaire de la propagande US

115 atlantistes contre la Russie

La tragédie de Beslan a donné lieu, depuis un mois, à une intense campagne de propagande dans la presse occidentale visant à accréditer l'idée que la Russie serait redevenue un pays totalitaire. Un manifeste reprenant cette rhétorique a été publié cette semaine dans l'ensemble de la presse occidentale sous la forme d'une lettre ouverte. Ses signataires y développent un discours qui n'est pas sans rappeler celui de Ronald Reagan au sujet de l'« Empire du mal » soviétique. Par leur voix, ils répercutent la volonté des néo-conservateurs de Washington de déstabiliser un pays devenu le premier producteur mondial de pétrole.



C'est sans aucun doute la plus importante opération de communication politique globale de l'année 2004. Une *Lettre ouverte*, signée par 115 personnalités atlantistes, a été adressée, mardi 28 septembre, « aux chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne et de l'OTAN » avec copie à l'agence Reuters. Les auteurs dénoncent « la façon dont les événements tragiques [de Beslan] sont utilisés [par le président Poutine] pour miner un peu plus la démocratie en Russie ». Ils affirment qu'« il est temps pour nous de repenser les modalités et les limites de notre engagement avec la Russie de Poutine ». En un mot, ils appellent sans le formuler explicitement à la rupture du Partenariat pour la paix conclu entre l'OTAN et la Fédération de Russie et à la relance de la Guerre froide.

Les signatures de cette *Lettre ouverte* ont été collectées par le secrétariat de l'ancien président slovaque, Vaclav Havel. Le texte a été publié le mercredi 29 par le *Financial Times Deutschland* [1] et, simultanément, le *Washington Post* [2] en a livré un commentaire. Le jeudi 30, il paraissait en version intégrale dans de grands quotidiens, dans tous les pays de l'OTAN et de l'UE, soit sous forme de publicité payante, soit comme tribune libre gratuite. Le même jour, de larges publicités parues dans la presse états-unienne annonçaient la mise en ligne d'un site internet, *La Russie en procès*, complétant un site précédent édité par le *Centre pour l'avenir de la Russie*.

Alors que depuis une décennie, la pensée dominante considère qu'après l'effondrement de l'URSS les États-Unis sont devenus la seule hyper-puissance, des personnalités de premier plan renouent avec la rhétorique de l'affrontement Est-Ouest. Pour les atlantistes, les États-Unis ne seraient donc plus un État au-dessus des autres, comme ils l'avaient rêvé, mais une puissance rivale de la Fédération de Russie, comme par le passé. Une nouvelle mobilisation de l'Occident s'imposerait pour contenir l'impérialisme russe et casser le processus totalitaire en cours. L'« *Empire du Mal* » ne serait plus le fruit du communisme, mais d'un atavisme russe par essence nationaliste et autoritaire.

Pour bien comprendre ce qui est en train de se passer un retour en arrière et une visite des coulisses de cette opération de propagande sont nécessaires.

La détérioration des relations russo-états-uniennes

Les relations entre le Kremlin et la Maison-Blanche se sont rafraîchies, le 2 juillet 2003, avec l'arrestation de Platon Lebedev, président du groupe bancaire Menatep, arrêté pour fraude fiscale. Elles se sont tendues un peu plus avec l'arrestation de Mikhaïl Khodorkovsky, président du groupe pétrolier Yukos-Sibneft, le 25 octobre 2003, également pour fraude fiscale. Elles ont viré au vinaigre avec l'arrestation au Qatar, en février 2004, de trois agents des services secrets russes, dénoncés par la CIA, alors qu'ils venaient d'assassiner Zelimkhan Yandarbiyev, considéré comme le commanditaire de la prise d'otages du théâtre de Moscou. Elles sont entrées dans une phase d'affrontement, ce mois-ci, après les déclarations de Vladimir V. Poutine attribuant à mots couverts la prise d'otages de Beslan aux services secrets anglo-saxons.

Le Kremlin s'est engagé dans une politique de ré-appropriation des richesses nationales, privatisées sous Boris Eltsine au profit d'une poignée de copains, en faisant tomber un à un chacun des « oligarques ». Ce processus, qui est vécu par le peuple russe comme la récupération de biens collectifs volés, est analysé aux États-Unis comme une nationalisation déguisée, un retour rampant à un collectivisme étatique. Il a touché les investisseurs de Wall Street, notamment lors de l'arrestation de M. Khodorkovsky. Celui-ci était en effet proche de la famille Bush au point d'être conseiller de leur société de placement, le Carlyle Group [3].

Pour le FSB, et bien que ces éléments ne figurent pas dans la procédure judiciaire, Mikhaïl Khodorkovsky n'était pas seulement un homme d'affaire, c'était aussi un traître. En lien avec Henry Kissinger et George Soros, il aurait préparé un renversement de Vladimir V. Poutine et la décision de son

arrestation aurait été prise in extremis pour empêcher un coup d'État.

Cependant, depuis les attentats du 11 septembre 2001, un accord non-écrit entre les membres permanents du Conseil de sécurité les autorisait à assassiner à l'étranger des chefs terroristes sans craindre d'incidents diplomatiques. Ainsi, la CIA avait pu liquider au Yémen des hommes soupçonnés d'appartenir à une organisation terroriste internationale, en tirant un missile Predator, sans soulever de protestation. Identiquement, le FSB avait cru pouvoir assassiner au Qatar M. Yandarbiyed pour venger les 129 victimes de la prise d'otage du théâtre de Moscou d'octobre 2002. Mais les agents du FSB ont été dénoncés par la CIA aux autorités qataries et interpellés à l'aéroport de Doha alors qu'ils s'apprêtaient à quitter le pays. Incarcérés, ils attendent leur jugement et encourent la peine de mort pour meurtre. Pour le Kremlin, la preuve était faite que la « guerre mondiale au terrorisme » n'est qu'une rhétorique vide de sens utilisée par la Maison-Blanche pour se donner la possibilité de passer, seul, outre le droit international.

En outre, nous avons rapporté dans ces colonnes que la prise d'otage de Beslan a été interprétée par le Kremlin et l'opinion publique russe comme une manipulation orchestrée par la CIA états-unienne et le MI6 britannique [4].

Le dispositif Woolsey

Cette escalade intervient alors que la donne énergétique mondiale est en plein bouleversement. Les ressources pétrolières US arrivent à épuisement et la production intérieure devrait s'effondrer dans les deux prochaines années. Les guerres de prédation sont un échec. Malgré la présence d'une coûteuse armada sur place, il est impossible d'exploiter pleinement les champs pétroliers irakiens. Les opérations de prise de contrôle de petits gisements ont également tourné au fiasco et il semble, de toute manière, que le coût de guerres périphériques et de constructions d'installations d'exploitation soit en définitive impossible à amortir dans la longue durée. Les actions de déstabilisation, comme au Venezuela, ont, elles aussi, échoué. La Maison-Blanche a donc renoncé à diversifier ses sources d'approvisionnement. Elle resserre son dispositif et se concentre sur des cibles majeures : les trois principaux États pétroliers du monde que sont l'Arabie saoudite, la Russie et l'Iran.

Cette nouvelle stratégie, en rupture avec celle énoncée par le vice-président Cheney pour le premier mandat Bush [5], devrait s'imposer comme celle de l'administration « W.2 ». Prenant acte de leurs échecs, le complexe militaro-industriel, les multinationales du pétrole et de la pharmacie, et leurs relais politiques néo-conservateurs définissent de nouveaux objectifs et préparent de nouvelles équipes. Ce travail est réalisé en coulisse par l'ancien patron de la CIA, R. James Woolsey, assisté par l'ancien contrôleur financier du Pentagone, le rabbin Dov Zakheim, sous couvert de la société de conseil Booz Allen Hamilton [6].

Ancien collaborateur de Dick Cheney et de Donald Rumsfeld sous Ronald Reagan, R. James Woolsey est un démocrate néo-conservateur. Il fut directeur de la CIA sous Bill Clinton avant de se reconvertir dans la préparation de la guerre contre l'Irak. Il fabriqua Ahmed Chalabi et pilota le Congrès national

irakien en exil. Par l'intermédiaire de la journaliste du *New York Times*, Judith Miller, il diffusa largement toutes sortes d'intoxications pour conduire à la guerre [7]. Actuel président de la Freedom House [8], il supervise les critères d'attribution de l'aide états-unienne aux États en développement et attribue bons et mauvais points en matière de Droits de l'homme, selon que l'État concerné est ami ou ennemi.

R. James Woolsey vient de constituer une nouvelle association destinée à préparer l'opinion publique états-unienne à la politique étrangère de « W.2 ». Il lui a donné le nom de Comité sur le danger présent (Committee on Present Danger - CPD) par analogie avec deux associations homonymes qui mobilisèrent les États-Uniens contre les Soviétiques tout au long de la Guerre froide [9]. Son objectif est de tourner la page de la rhétorique de l'unité mondiale face au terrorisme et de la remplacer par un discours mixant « guerre contre le terrorisme islamique » et « lutte contre le totalitarisme russe ». Pour éviter que ce revirement idéologique ne paraisse évidemment dicté par des questions énergétiques, il les a évacuées de ses campagnes destinées au grand public et les a limitées à une association spécialisée, l'Institut pour l'analyse de la sécurité globale (Institute for the Analysis of Global Security - IAGS) [10].

Considérant que l'élection présidentielle n'est qu'une formalité dont le résultat est connu d'avance, R. James Woolsey s'est employé à ne pas reproduire le dispositif partisan de 2000, mis en place autour du projet pour un nouveau siècle américain (Projet for a New American Century - PNAC) [11]. Il a placé le Comité sur le danger présent sous les auspices de deux personnalités aux étiquettes différentes, un sénateur républicain, John Kyl, et un démocrate Joseph Liberman.

Conscient que la présidence de l'Empire états-unien dépasse les frontières du pays, M. Woolsey a décidé d'élargir son action de communication à l'ensemble du bloc atlantique. Il a donc adjoint au Comité sur le danger présent une branche internationale qu'il a confiée à l'ancien secrétaire d'État et animateur du Comité pour la libération de l'Irak, George P. Schultz [12], lequel s'est adjoint l'Espagnol José Maria Aznar pour la droite européenne et le Tchèque Vaclav Havel pour la gauche.

Le rôle de Vaclav Havel

M. Havel, qui jouit d'une image positive en Europe occidentale où on lui attribue d'avoir réussi une « révolution de velours » dans son pays, est un pilier de l'atlantisme. Aveuglément dévoué à Washington, il avait été jusqu'à proposer, lorsqu'il avait quitté la présidence de son pays, de modifier les règles électorales et de donner la nationalité tchèque à Madeleine K. Albright pour qu'elle puisse lui succéder [13].

Le 30 janvier 2003, M. Havel avait signé, avec sept autres dirigeants européens (dont José Maria Aznar), une tribune intitulée « L'Europe et l'Amérique doivent rester unies » appelant leurs homologues à soutenir l'invasion de l'Irak pour mettre fin à la menace des armes de destruction massive [14].

En juillet 2003, Madeleine K. Albright a organisé à Madrid une conférence internationale avec José Maria Aznar et Vaclav Havel pour la démocratie à Cuba au cours de laquelle a été élargi le Comité international pour la démocratie à Cuba qu'elle avait créé avec les fonds de la NED/CIA.

En juillet 2004, le gouvernement tchèque a créé un « département chargé des régimes totalitaires » au sein de son ministère des Affaires étrangères [15]. Sa direction politique a été confiée à l'ancien président Vaclav Havel avec comme mission de relayer en Europe centrale et orientale les ingérences « démocratiques » de l'OTAN.

Du 17 au 19 septembre 2004, Vaclav Havel et José Maria Aznar ont co-présidé une nouvelle conférence pour la démocratie à Cuba, cette fois dans les locaux du Sénat tchèque, à Prague [16]. Il s'agissait de montrer que, même après l'effondrement de l'URSS, Cuba relève toujours de l'« *Empire du Mal* ». Le son côté le département d'État dépense des trésors de persuasion pour convaincre les cinq juges Nobel d'attribuer le Prix de la paix 2004 à Vaclav Havel.

Pour réunir les 115 signatures de sa pétition anti-russe, M. Havel s'est appuyé sur plusieurs réseaux. En premier lieu sur la **Nouvelle initiative atlantique**, un programme de l'American Enterprise Institute qu'il avait contribué à créer, à Prague, en 1996, avec George P. Schultz.

Pour ne pas « griller » des « messagers de l'Amérique » dans leurs propres pays, R. James Woolsey et Vaclav Havel ont pris soin, lorsque cela paraissait nécessaire, de ne solliciter que des atlantistes de droite ou que des atlantistes de gauche. La liste des signataires est donc bipartisane à l'échelle internationale, mais pas toujours au plan national. Par exemple, il a sollicité pour la France Pascal Bruckner, André Glucksman, Pierre Hassner, **Bernard Kouchner** et Jacques Rupnik. Du coup, il a renoncé à Pierre Lellouche, Alain Madelin [17] et Jean-François Revel.

Simultanément, le banquier néo-fasciste Richard Mellon Scaife a financé par le biais de ses multiples fondations le Centre pour le futur de la Russie et le site internet *La Russie en procès*. Si le site dénonce les violations des Droits de l'homme en Tchétchénie et les atteintes à la liberté de la presse dans l'ensemble de la Russie, son argument principal est on ne peut plus clair : « *Dites au président Bush de dire Non à un contrôle des ressources pétrolières par le Kremlin !* ». À y regarder de plus près, la Lettre ouverte du Comité sur le danger présent n'est pas plus discrète. On peut y lire que « *la politique étrangère du président Poutine est de plus en plus marquée par une attitude menaçante envers les voisins de la Russie et la sécurité énergétique de l'Europe* » (sic).

Une nouvelle donne internationale ?

Le choix des néo-conservateurs de consacrer le second mandat Bush au contrôle des ressources pétrolières du Golfe arabo-persique et de Russie, après la déroute des projets pharaoniques du bassin de la Mer Caspienne, devrait logiquement susciter une alliance arabo-russe, malgré la permanence du conflit tchéchéne.

En septembre 2003, le prince régent d'Arabie saoudite, Abdallah, inquiet d'une éventuelle déstabilisation de son pays par la CIA avait annulé son voyage prévu de longue date à Washington et s'était soudainement rendu à Moscou [18]. Il avait pris acte de la fin de l'athéisme d'État soviétique et conclu la réconciliation russo-saoudienne en saluant la place de la communauté musulmane dans la Fédération de Russie [19].

Cette alliance avait été élargie lors du Xe sommet de la Conférence islamique, qui s'est tenu en Malaisie en octobre 2003 [20]. La Fédération de Russie y avait été admise en qualité d'observateur compte tenu de sa forte population musulmane, elle avait pu ainsi resserrer ses liens avec les États arabes présents. Dans la nouvelle Guerre froide qui s'annonce, les cartes ont été redistribuées : les deux premiers producteurs mondiaux de pétrole ne sont plus adversaires.

Thierry Meyssan

Journaliste et écrivain, président du Réseau Voltaire.

[Annuaire des signataires de la lettre ouverte « Cessons d'embrasser Poutine » - 1ère partie](#)

[Annuaire des signataires de la lettre ouverte « Cessons d'embrasser Poutine » - 2nde partie](#)

[Texte intégral de la lettre ouverte](#)

[1] « Offener Brief rückt Putin in die Nähe eines Diktators » par Wolfgang Proissl, *Financial Times Deutschland*, 29 septembre 2004.

[2] « Foreign Policy Experts Protest Putin's Action », par Colum Lynch, *The Washington Post*, 29 septembre 2004.

[3] « [Bush, Khodorkovsky & Associates](#) », *Voltaire*, 13 novembre 2003.

[4] « [La responsabilité anglo-saxonne à Beslan](#) » par Mariviala Carrasco et la rédaction, *Voltaire*, 27 septembre 2004.

[5] « [Les ombres du rapport Cheney](#) » par Arthur Lepic, *Voltaire*, 30 mars 2004.

[6] « [Dov Zakheim, la caution du Pentagone](#) » par Paul Labarique, *Voltaire*, 9 septembre 2004.

[7] « [Judith Miller, journaliste d'intoxication massive](#) » par Paul Labarique, *Voltaire*, 5 mars 2004.

[8] « [Freedom House : quand la liberté n'est qu'un slogan](#), *Voltaire*, 7 septembre 2004.

[9] « [Les marionnettistes de Washington](#) » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 13 novembre 2002.

[10] « [L'IAGS prépare l'économie états-unienne à la guerre](#) » par Arthur Lepic, *Voltaire*, 30 septembre 2004.

[11] « [L'Institut américain de l'entreprise à la Maison-Blanche](#) », *Voltaire*, 21 juin 2004.

[12] « [Une guerre juteuse pour Lockheed Martin](#) », *Voltaire*, 7 février 2003.

[13] « [Albright tipped for Czech presidency](#) », BBC News, 28 février 2000.

[14] « [La crise irakienne menace l'Europe entre atlantistes et indépendantistes](#) », Tribunes libres internationales, in *Voltaire*, 30 janvier 2003.

[15] *Un département chargé des régimes totalitaires a été créé au ministère tchèque des*

AE, AFP, 14 juillet 2004.

[16] « Un nouveau plan anticastriste ? », *Voltaire*, 22 septembre 2004.

[17] « Madelin et Lellouche contre Chirac », *Voltaire*, 15 avril 2003.

[18] « Déclaration conjointe russo-saoudienne », 4 septembre 2003.

[19] Les Saoudiens distinguent la question de l'islam russe de celle de la Tchétchène.

[20] « Discours de Vladimir Poutine au Xe sommet de l'OCI », 16 octobre 2003.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Bush-Kerry : deux candidats, une idéologie

Analyse

À l'approche de l'élection présidentielle états-unienne, l'inquiétude est de plus en plus grande pour ceux qui, hors du pays, pensent qu'il y aurait un changement de politique significatif si John Kerry était élu. Dans *Le Figaro*, le député UMP Axel Poniatowski, président du groupe parlementaire d'amitié franco-états-unienne, décrit le système électoral états-unien et regrette qu'il n'ait pas laissé la place à un suffrage populaire direct. Bien que son ton reste très professoral, il conclut sur sa crainte de voir les élections entachées par des irrégularités. M. Poniatowski, qui avait été le représentant de l'UMP à la Convention démocrate de Boston, avec Alain Juppé qui y était venu en « visite privée », ne prend pas officiellement partie pour l'un ou l'autre des candidats mais l'on comprend qu'il redoute le même type d'élection qu'en 2000.

Aux États-Unis, les démocrates et les républicains se sont mobilisés à l'approche du premier débat électoral opposant Bush à Kerry, celui qui a traditionnellement le plus de téléspectateurs.

Avant le débat, le *New York Times* a demandé à trois personnalités républicaines et à trois personnalités démocrates de formuler les questions qu'elles aimeraient poser à leur adversaire lors du débat. Plus que des questions ce sont des accusations déguisées que fournissent les six participants.

Chez les républicains, William Kristol, président du Project for a New American Century, s'inquiète d'une trop grande docilité de Kerry face aux injonctions de l'ONU, tente de pointer les incohérences de sa position et lui demande de se prononcer sur une attaque états-unienne au Darfour. La juriste du Pentagone, Ruth Wedgwood attaque pour sa part sur le soi-disant soutien de Kerry à la Cour criminelle internationale, fustige la mollesse des démocrates dans la guerre au terrorisme et en rajoute sur les incohérences de Kerry concernant l'Irak,

réemployant au passage la fable des armes de destruction massive. L'historien et expert du cabinet de relations publiques Benador Associates, Victor Davis Hanson, vante pour sa part les réalisations de l'administration Bush concernant la Libye, le Pakistan, l'Arabie saoudite et la marginalisation de Yasser Arafat et exige de Kerry qu'il se prononce sur sa politique concernant les prochaines cibles que pourraient être la Syrie, le Liban et l'Iran et sur le déploiement des troupes états-uniennes dans le monde.

Chez les démocrates, l'ex-secrétaire d'État, Madeleine K. Albright dénonce la politique Bush en Irak et en Corée du Nord et regrette que Washington ne soit pas plus agressif contre la Russie de Vladimir Poutine. Richard A. Clarke, qui avait fait bombarder le Soudan au nom de la guerre au terrorisme sous l'administration Clinton avant de faire bombarder l'Afghanistan sous l'administration Bush, à chaque fois pour « chasser Al Qaïda », fustige la politique irakienne, regrette que l'Iran ne soit pas pris pour cible et regrette la mollesse de l'administration Bush dans la défense du territoire. Enfin, l'historien et ancien conseiller de J. F. Kennedy, Arthur M. Schlesinger Jr. dénonce le détournement de la guerre au terrorisme que représente la guerre d'Irak et s'insurge contre l'utilisation de la rhétorique chrétienne.

La veille de la publication de ces tribunes, l'ancien vice-président Al Gore avait publié une série de conseils à John Kerry pour prendre le dessus dans le débat l'opposant à Bush, conseils repris le lendemain dans l'*International Herald Tribune* et *El Mundo*. Il recommandait au sénateur du Massachusetts de se montrer agressif sur les questions de défense et sur l'emploi, bien que le premier débat ne traitait pas de ces questions. Il utilisait lui aussi l'accusation de détournement de la guerre au terrorisme.

Ce qu'illustre surtout cette série de textes, c'est que l'élection présidentielle aux États-Unis est l'occasion pour les élites de procéder à des ajustements tactiques, mais surtout pas à une modification profonde de la politique menée. La vision du monde est la même, les ennemis désignés sont les mêmes (tout au plus peut-on discuter leur caractère prioritaire) et seules changent les méthodes à employer. Ce que reprochent les démocrates aux républicains, c'est de s'être montrés ouvertement impérialistes et d'avoir provoqué trop d'opposition, pas leurs objectifs politiques en eux-mêmes. Preuve de cette entente, sur les auteurs des tribunes du *New York Times*, trois ont signé le texte anti-Poutine que nous traitons aujourd'hui dans notre focus (Kristol, Wedgwood et Albright) et un (Clarke) a travaillé pour l'administration Clinton et pour l'administration Bush avant de revenir vers les démocrates.

Quoi qu'il en soit, les auteurs de ces textes semblent avoir été écoutés puisque les candidats ont effectivement massivement employé les arguments proposés par leurs partisans dans le « débat » de jeudi soir, gagné par le sénateur démocrate d'après la presse états-unienne. En réalité, le terme « débat » est assez impropre pour définir ce à quoi se sont adonnés les deux adversaires puisque les moindres détails (jusqu'à la température de la climatisation) sont réglés par les équipes de campagne auparavant et que les deux candidats ne peuvent pas s'adresser l'un à l'autre, ce qui interdit tout échange d'arguments. Ce qui est appelé débat n'est donc qu'une succession de répétition de slogans des principaux candidats, en accord sur le fond. Un grand spot publicitaire bipartisan dont sont exclus les candidats indépendants qui auraient des propositions alternatives.

Réseau Voltaire

Axel Poniatowski



Axel Poniatowski est député UMP français du Val-d'Oise, président du groupe d'amitié France-Etats-Unis. Il est l'auteur de *Pourquoi la France et les États-Unis ne se comprennent plus*. Il était le représentant de l'UMP à la Convention démocrate.

« Un mode électoral discutable »

Source : Le Figaro

Référence : « Un mode électoral discutable », par Axel Poniatowski, *Le Figaro*, 30 septembre 2004.

Les Américains se plaisent à rappeler que leur Constitution est si parfaite qu'elle n'a pratiquement jamais eu besoin d'être retouchée. Cette remarque ne devrait toutefois pas s'étendre à leur système électoral pour l'élection présidentielle. Le scrutin indirect et le mode de désignation des grands électeurs amène une sur-représentation des petits États et il est possible, bien que rare, qu'un candidat entre à la Maison-Blanche en ayant perdu le vote populaire mais en ayant gagné la majorité des grands électeurs. Cela s'est produit à trois reprises depuis la Guerre de Sécession et le dernier épisode en date fut l'élection de **George W. Bush**, devancé en 2000 de plus de 500 000 voix par Al Gore. Il est difficile dans ces conditions d'expliquer que toutes les voix ont le même poids et que chaque vote compte. Il y a même là un encouragement à l'abstention. Sachant que 80% des États américains ont une profonde tradition démocrate ou républicaine et ne changeront pas leur vote, George W. Bush n'a aucune chance de remporter l'État de New York ou celui du Massachusetts, John Kerry dans l'Utah, en Arizona ou au Kansas. Les deux écuries concentrent donc leurs efforts sur une dizaine d'États pouvant basculer. Outre l'Oregon, la Floride et la Pennsylvanie, ces États se situent principalement dans le Midwest industriel où sévit actuellement un chômage structurel. Il s'agit de l'Ohio, du Michigan, du Wisconsin et de l'Illinois avec une importante population ouvrière mais à fortes "valeurs" nationalistes. Autre originalité de la loi électorale, elle permet le vote par anticipation. Les électeurs de Pennsylvanie votent depuis le 13 septembre dernier, et d'ici à la mi-octobre, la quasi-totalité des autres États seront dans la même situation. Ainsi le principe de l'unité de temps, propre à toute élection, n'est curieusement pas appliqué.

Ce mode électoral date de 1787, alors que la nation américaine se créait par l'union d'États qui se voulaient indépendants tout en acceptant de perdre leur souveraineté respective. Mais les temps ont changé et les caractéristiques de ce suffrage indirect deviennent pour le moins anachroniques et font d'autant plus apparaître l'inégalité des citoyens entre eux. L'adoption du suffrage universel direct paraît s'imposer, sauf à continuer à admettre que le principe majoritaire ne s'entend pas au niveau de la nation, une et entière. Aux États-Unis comme ailleurs, l'élection présidentielle conditionne la vie politique pour un temps donné. Elle pèse aussi sur l'état des relations internationales à travers le monde. Puisse-t-elle ne souffrir d'aucune ambiguïté.

William Kristol



William Kristol (Le 6 de cœur du régime Bush) est rédacteur en chef de *Weekly Standard*. Il est président du Project for the New American Century.

« La stratégie de sortie »

Source : New York Times

Référence : « The Exit Strategy », par William Kristol, *New York Times*, 30 septembre 2004. Ce texte est issu d'une série de tribunes commandées par le *New York Times* sur les questions à poser aux candidats lors du débat Bush-Kerry. Ces questions s'adressent à John Kerry.

- ▶ Si le président annonce une offensive contre Faloudja et les places fortes terroristes, la soutiendrez-vous ?
- ▶ Vous avez déclaré que nous ne pourrions pas quitter l'Irak précipitamment mais qu'il faudrait préparer notre départ en quatre ans. Si vous considérez que cette guerre était une erreur, comment comptez-vous le présenter à nos soldats ? En tant que président, comment comptez-vous " demander à un homme d'être le dernier homme à mourir pour une erreur " [1] ?
- ▶ Vous avez déclaré que vous ne laisseriez pas se dérouler un nouveau génocide en Afrique mais vous avez également dit que vous ne proposeriez pas d'envoyer des troupes états-uniennes au Soudan. S'il s'avérait que c'est la seule solution pour empêcher les tueries au Soudan et que l'ONU se refuse à adopter un texte demandant le déploiement de troupes au Darfour, que feriez-vous ?

[1] Cette expression a été employée par John Kerry lors de son témoignage devant le Sénat sur le Vietnam en 1971.

Ruth Wedgwood



Ruth Wedgwood est professeur de relations internationales de la School of Advanced International Studies à la Johns Hopkins University. Elle est membre du Council on Foreign Relations et a conseillé le Pentagone pour mettre en place les commissions militaires chargées de juger les détenus de Guantanamo. Elle est

« Un Irak nucléaire »

Source : New York Times

Référence : « A Nuclear Iraq », par Ruth Wedgwood, *New York Times*, 30 septembre 2004. Ce texte est issu d'une série de tribunes commandées par le *New York Times* sur les questions à poser aux candidats lors du débat Bush-Kerry. Ces questions s'adressent à John Kerry.

- ▶ Récemment, vous avez déclaré que l'administration Bush avait blessé inutilement nos alliés européens au sujet de la cour criminelle internationale. Allez-vous demander au sénat de ratifier le traité créant cette cour ? Comment vous assurerez-vous qu'elle n'inculpera pas des militaires états-uniens sans le consentement des États-Unis ?
- ▶ Suite aux attentats contre nos ambassades en 1998, **Bill Clinton** a demandé des frappes contre les camps d'entraînement de Ben Laden en Afghanistan. Pensez-vous que nous aurions dû répondre plus vigoureusement à l'époque ou après l'attaque contre l'USS Cole ?
- ▶ L'ancien responsable du programme nucléaire irakien **Mahdi Obeidi** a déclaré qu'il aurait été facile pour Saddam Hussein de relancer son programme

experte du cabinet de relations publiques Benador Associates.

nucléaire mais que la seule chose qui l'en empêchait était les sanctions économiques. Or, ces sanctions auraient sans doute été levées après le passage des inspecteurs. Si vous aviez été président à ce moment là, auriez-vous considéré que le changement de régime était une mauvaise politique ?

Victor Davis Hanson

Historien militaire, Victor Davis Hanson est membre de la Hoover Institution. Il est expert du cabinet Benador Associates.

« Diffuser la démocratie »

Source : New York Times

Référence : « Spread Democracy », par Victor Davis Hanson, *New York Times*, 30 septembre 2004. Ce texte est issu d'une série de tribunes commandées par le *New York Times* sur les questions à poser aux candidats lors du débat Bush-Kerry. Ces questions s'adressent à John Kerry.

- ▶ Comment expliquez-vous le changement d'attitude de la Libye, l'arrestation d'Abdul Qadeer Khan au Pakistan et le changement de comportement de l'Arabie saoudite ? Quelle politique préconisez vous pour que la Syrie, l'Iran et le Liban les imitent ?
- ▶ En janvier, vous avez promis que si vous étiez président, vous réduiriez le besoin de déploiement des troupes états-uniennes puis vous avez reproché à **George W. Bush** son plan de retrait des troupes d'Allemagne et de Corée. Si vous êtes élu président, allez vous renvoyer des troupes dans ces pays.
- ▶ **George W. Bush** est le premier président états-unien à ostraciser **Yasser Arafat**, poursuivrez-vous cette politique ?

Madeleine K. Albright



Madeleine K. Albright est ancienne secrétaire d'État états-unienne sous l'administration Clinton (1997-2001) et ancienne ambassadrice à l'ONU (1993-1997). Elle préside le National Democratic Institute, un organisme satellite de la National

« Changer de direction »

Source : New York Times

Référence : « Changing Direction », par Madeleine K. Albright, *New York Times*, 30 septembre 2004. Ce texte est issu d'une série de tribunes commandées par le *New York Times* sur les questions à poser aux candidats lors du débat Bush-Kerry. Ces questions s'adressent à George W. Bush.

- ▶ Malgré les inquiétudes émises par certains de vos partisans, par la **CIA**, par **Colin Powell** ou par le général Abizaid et en dépit de la multiplication des attaques contre nos troupes, vous affirmez que nous sommes en train de gagner la Guerre d'Irak. Nous perdons des milliards qui aurait pu être dépensés pour la sécurité et nos soldats meurent. Vous argumentez qu'il est trop dangereux de changer de direction en cours de route. Mai si la direction est mauvaise, ne faut-il pas changer les pilotes ?
- ▶ En quoi la Guerre d'Irak nous a-t-elle mis davantage en sécurité si, comme vous le dites, l'Irak est devenu le front principal de la guerre au terrorisme ?

Endowment for
Democracy.

- ▶ Êtes vous d'accord avec **Donald Rumsfeld** pour affirmer qu'il faut organiser les élections en Irak sur une portion du territoire ou êtes-vous d'accord avec **Colin Powell** pour demander que les élections soient nationales ?
- ▶ Vous affirmez que dans le monde, la liberté avance mais la liberté en Russie est en rapide déclin. En 2000, vous attaquiez Poutine pour les morts d'enfants en Tchétchénie. Cela fait maintenant des années que poutine combat le terrorisme mais il échoue, comment considérez-vous votre politique à la lumière de son échec ?
- ▶ Considérez-vous que votre politique a amélioré la situation en Corée du Nord ?

Richard Clarke



Ancien fonctionnaire du Pentagone, Richard Clarke a été Coordinateur national contre le terrorisme sous Bill Clinton et George W. Bush. Démissionnaire, il est l'auteur de *Against All Enemies*, livre dans lequel il dénonce le laxisme de l'administration Bush contre le terrorisme avant le 11 septembre 2001. Il a répété ses accusations devant la Commission d'enquête états-unienne sur le 11 septembre 2001.

« La menace iranienne »

Source : New York Times

Référence : « The Iran Threat », par Richard A. Clarke, *New York Times*, 30 septembre 2004. Ce texte est issu d'une série de tribunes commandées par le *New York Times* sur les questions à poser aux candidats lors du débat Bush-Kerry. Ces questions s'adressent à George W. Bush.

- ▶ On entend que vous voulez lancer une grande offensive en Irak après les élections. Pensez-vous qu'attaquer les villes irakiennes est dans les intérêts à long terme des États-Unis ?
- ▶ L'Iran se construit des capacités nucléaires, a sa responsabilité dans les attaques terroristes contre les Américains, abrite des responsables d'Al Qaïda et a supprimé les forces démocratiques dans ses frontières. Quels actes commis par l'Iran vous ferez envisager une action militaire contre l'Iran ?
- ▶ Quelles mesures avez-vous prises pour éviter une attaque terroriste avant les élections comme en Espagne ?

Arthur M. Schlesinger Jr.

Historien et ancien conseiller de John F. Kennedy pour l'Amérique latine (1961-1963), Arthur M. Schlesinger Jr. est le lauréat de deux Prix Pulitzer en 1946 et en 1966. Il est l'auteur de *War and the American Presidency.*

« Sur Dieu et la guerre »

Source : New York Times

Référence : « Of God and War », par Arthur M. Schlesinger Jr., *New York Times*, 30 septembre 2004. Ce texte est issu d'une série de tribunes commandées par le *New York Times* sur les questions à poser aux candidats lors du débat Bush-Kerry. Ces questions s'adressent à George W. Bush.

- ▶ Pensez-vous vraiment qu'il y a moins de terroristes qui complotent contre l'Amérique aujourd'hui qu'avant l'invasion de l'Irak ?
- ▶ Votre vision du christianisme est favorable aux frappes préventives, que pensez-vous des positions du pape ou d'autres responsables protestants critiquant ce principe ?
- ▶ Si vous n'êtes pas responsable vous même, quelle mesures comptez-vous prendre contre ceux qui vous ont mal conseillé sur l'Irak, entraînant la mort de 1000 GI et de 20 000 civils irakiens ?

Al Gore

Al Gore est ancien vice-président des États-Unis (1993-2001) et candidat démocrate à l'élection présidentielle de 2000. Il est membre du Conseil d'administration de la firme informatique Apple

« Comment débattre contre George Bush »

Source : International Herald Tribune

, New York Times

Référence : « How to Debate George Bush », par Al Gore, *New York Times*, 29 septembre 2004.

« Memo to Kerry : Go for Bush's record », *International Herald Tribune*, 30 septembre 2004.

Cette année, comme les autres, la multiplication des publicités agressives à la télévision a rendu difficile la perception d'une image claire des deux candidats. Toutefois, la télévision offre aussi la possibilité de voir un débat qui peut jouer un rôle central pour les électeurs.

Je conseille à **John Kerry** de se tenir prêt au débat le plus difficile de sa vie car **George W. Bush** est rompu à ce genre d'exercice. Toutefois, Kerry a une occasion de convaincre les Américains en s'attaquant au bilan de l'administration Bush et en dénonçant ses échecs catastrophiques. Le débat offre l'occasion de discuter de quatre grandes questions : l'Amérique est elle sur le bon chemin ? Si ce n'est pas le cas, qui est responsable ? Comment revenir à une meilleure situation, plus sûre et plus prospère ? Qui est le plus à même d'amener cette situation ?

Une claire majorité d'Américains pense que nous allons dans la mauvaise direction : la situation en Irak empire, Ben Laden est en vie et complotte contre

nous, 2,7 millions d'emplois ont été perdus, 45 millions d'Américains n'ont pas d'assurance santé, les coûts médicaux n'ont jamais été aussi élevés et la protection de l'environnement a été anéantie. Kerry doit montrer que nos troupes et les contribuables ont un lourd tribut à payer à cause d'une guerre amorcée sur la base d'affirmations fausses. Il doit montrer que les pertes d'emplois sont dues aux cadeaux fiscaux faits aux plus riches. Kerry doit incarner un espoir, pas chercher à se présenter comme le plus sympathique des deux. La différence entre ce débat et celui d'il y a quatre ans, c'est que Bush ne peut plus faire de promesses : il a un bilan.

Tribune de 115 personnalités atlantistes

« Cessons d'embrasser Poutine »

Nous reproduisons le texte intégral de la *Lettre ouverte aux chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne et de l'OTAN* signée par 115 personnalités atlantistes sollicitées par Vaclav Havel. Cette déclaration s'inscrit dans une vaste campagne de propagande visant à stigmatiser le gouvernement de Vladimir V. Poutine et à préparer l'opinion publique « occidentale » à une rupture du Partenariat pour la Paix conclu entre l'OTAN et la Fédération de Russie. Elle a été publiée simultanément dans des grands quotidiens en Europe et aux États-Unis.

En tant que citoyens de la communauté des démocraties européennes et atlantiques, nous voulons exprimer notre sympathie et notre solidarité au peuple de la Fédération russe dans sa lutte contre le terrorisme. Les massacreurs qui se sont emparés de l'Ecole N° 1 à Beslan ont commis un acte de terrorisme odieux pour lequel il ne peut y avoir ni justification ni excuse.

Bien que d'autres bouchers aient tué des enfants et des civils désarmés, le fait de prendre délibérément comme cible un si grand nombre d'enfants innocents dans une école constitue un acte de barbarie sans précédent qui viole les valeurs et les règles de notre communauté et que toutes les nations civilisées doivent condamner.

En même temps, nous sommes profondément préoccupés par la façon dont ces événements tragiques sont utilisés pour miner un peu plus la démocratie en Russie. Les institutions démocratiques russes ont toujours été faibles et fragiles. Depuis qu'il est devenu président, en janvier 2000, Vladimir Poutine les a encore affaiblies. Il a systématiquement réduit la liberté et l'indépendance de la presse, détruit le système de restrictions et d'équilibre du système de la Fédération russe. Il a fait emprisonner arbitrairement des rivaux politiques réels ou imaginaires, il a fait retirer des listes électorales des candidats légitimes, il a harcelé et arrêté des dirigeants d'ONG et il a affaibli les partis politiques russes. À la suite de l'abominable crime de Beslan, le président Poutine a annoncé des plans pour centraliser davantage le pouvoir et faire accepter des mesures qui rapprocheront un peu plus la Russie d'un régime autoritaire.

Nous nous inquiétons également de la détérioration de l'attitude de la Russie dans ses relations avec l'étranger. La politique étrangère du président Poutine est de plus en plus marquée par une attitude menaçante envers les voisins de la Russie et la sécurité énergétique de l'Europe, par le retour de la rhétorique militariste et impérialiste et par le refus de se soumettre aux obligations des traités internationaux signés par la Russie.

Dans tous les aspects de la vie politique russe, les instruments du pouvoir étatique semblent en cours de reconstruction, et la prédominance des services de sécurité paraît grandir. Nous pensons que cette attitude ne peut être acceptée comme base d'un véritable partenariat entre la Russie et les démocraties de l'OTAN et de l'Union européenne.

Ces changements ne sont que les preuves les plus récentes du fait que le gouvernement russe actuel s'écarte des valeurs démocratiques fondamentales de la communauté euro-atlantique. Trop souvent dans le passé, l'Occident est resté silencieux et a retenu ses critiques, persuadé que les pas dans la mauvaise direction de Vladimir Poutine n'étaient que momentanés et espérant que la Russie reviendrait rapidement sur une voie démocratique et pro-occidentale. Les dirigeants occidentaux continuent à donner l'accolade au président Poutine en dépit de la preuve que le pays va dans la mauvaise direction et que sa stratégie pour combattre le terrorisme réduit de plus en plus les libertés. Nous croyons fermement que la dictature ne sera pas et ne peut pas être la réponse aux problèmes de la Russie et aux menaces bien réelles qu'elle doit affronter.

Les dirigeants occidentaux doivent reconnaître que notre stratégie actuelle envers la Russie est un échec. Notre politique n'a pas réussi à aider la Russie démocratique que nous souhaitons et que mérite le peuple de ce grand pays après toutes les souffrances qu'il a endurées. Il est temps pour nous de repenser les modalités et les limites de notre engagement avec la Russie de Poutine et de nous placer sans ambiguïté du côté des forces démocratiques en Russie. En ce moment critique de l'histoire où l'Occident fait pression pour un changement démocratique dans le monde entier, y compris dans le "grand Moyen-Orient", il est impératif pour nous de ne pas regarder de l'autre côté dans notre évaluation de l'attitude de Moscou et de ne pas créer une autre norme de la démocratie dans les pays qui s'étendent à l'est de l'Europe.

Nous devons dire la vérité sur ce qui se passe en Russie. Nous le devons aux victimes de Beslan et aux dizaines de milliers de démocrates russes qui continuent à se battre pour préserver la démocratie et les libertés dans leur pays.

Traduit de l'anglais par Florence Lévy-Paoloni

La liste exhaustive des signataires est disponible dans l'article « 115 atlantistes contre la Russie ».

115 personnalités atlantistes

Annuaire des signataires de la lettre ouverte « Cessons d'embrasser Poutine » - partie 1/2

Ceci est la première partie (sur 2) de l'annuaire des signataires de la lettre ouverte « Cessons d'embrasser Poutine »

- ▶ **2nde partie**
- ▶ **Voir aussi l'analyse des enjeux de cette tribune**
- ▶ **Texte intégral de la lettre ouverte**



Urban Ahlin est député (social-démocrate) de Suède et président de la Commission des affaires étrangères.



Giuliano d'Amato est ancien Premier ministre (socialiste) d'Italie (1992-93 et 2000-2001). Sénateur, il a été vice-président de la Convention européenne. Il est professeur de droit aux universités de Florence et de New York, membre de la Commission de l'OIT sur la dimension sociale de la globalisation



Uzi Arad est ancien directeur du renseignement du Mossad. Ancien chercheur au Hudson Institute, il est professeur au centre interdisciplinaire de Herzliya et directeur de l'Institute of Policy and Strategy.



Timothy Garton Ash est un historien de la chute du communisme. Ancien gouverneur de la Westminster Foundation for Democracy (partenaire britannique de la NED), il est chercheur au St Anthony's College d'Oxford et à la Hoover Institution de l'université de Stanford.



Anders Aslund est un ancien diplomate suédois devenu conseiller économique des régimes de transition en Russie, en Ukraine et au Kirghizstan. Après avoir dirigé le Stockholm Institute of East European Economics et travaillé à la Brookings Institution, il dirige le programme de recherches économiques de la Carnegie Endowment for International Peace à Moscou. Membre du Groupe de Bilderberg, il préside le Comité consultatif du Center for Social and Economic Research (Varsovie).



Ronald D. Asmus est un ancien analyste de Radio Free Europe et de la Freie Universität (Berlin). Après avoir travaillé à la Rand Corporation et au département d'État, il dirige un programme joint sur les relations transatlantiques du Council on Foreign Relations et du German Marshall Fund (Washington). Il est également conseiller du World Security Network et consultant du Downey McGrath Group Inc.



Rafael L. Bardaji est directeur du Grupo de Estudios Estratégicos, directeur du département Politique internationale de la Fundacion para el analisis y los estudios sociales (Madrid). Il est aussi consultant de l'Institute for Foreign Policy Analysis de la Tufts University (Cambridge, Massachusetts).



Wladyslaw Bartoszewski, survivant du camp d'Auschwitz, est ancien ministre des Affaires étrangères de Pologne. Après avoir travaillé secrètement pour Radio Free Europe, il fonda le Comité de défense de ceux qui sont persécutés pour leur Foi.



Arnold Beichman fut l'un des *New York Intellectuals* qui développèrent la critique du communisme et animèrent le Congrès pour la liberté de la culture. Il devint par la suite responsable du Consortium for the Study of Intelligence. Il est aujourd'hui politologue à la Hoover Institution de l'université de Stanford et chroniqueur au *Washington Times*.



Jeff Bergner fut assistant du sénateur Lugard, puis directeur de la Commission des affaires étrangères du Sénat des États-Unis. Il est chercheur au German Marshall Fund (Washington), administrateur de l'Asia Foundation, du Hudson Institute et de Business Executives for National Security. Il

dirige la société de conseil Bergner & Bockomy Inc.



Joseph R. Biden Jr est sénateur (démocrate) du Delaware et leader de l'opposition à la Commission des affaires étrangères.



Carl Bildt est ancien Premier ministre de Suède, ancien envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU pour les Balkans et ancien président de l'International Democrat Union. Il fut administrateur du Committee for the Liberation of Iraq. Il est administrateur du Center for European Reform (Londres), de l'Institut Aspen Italie (Rome), de

l'International Commission on the Balkan de la Rand Corporation (Los Angeles) et conseiller étranger du Council on Foreign Relations. Il est membre de la Commission trilatérale et du Groupe de Bilderberg. Il dirige Nordic Venture Networks et siège à l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN). Il administre Lundin Petroleum et conseille l'European Advisory Group (Berlin)



Max Boot est journaliste économique, directeur de la page éditoriale du *Wall Street Journal* et expert du cabinet Benador Associates. Il est membre du Council on Foreign Relations.



Ellen Bork est la fille du juge Robert Bork. Elle fut expert à la Commission sénatoriale des affaires étrangères, puis conseillère du Parti démocrate de Hong Kong. Elle a travaillé au German Marshall Fund et au Center for Strategic and International Studies, puis aujourd'hui au Project for a New American Century.



Pascal Bruckner est écrivain. Il est membre du Comité français de soutien au Mouvement des étudiants pour la démocratie en Iran.



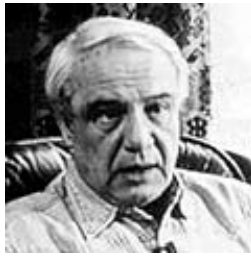
Mark Brzezinski est le fils de Zbigniew Brzezinski et membre du Council on Foreign Relations. Il est avocat au cabinet McGuire Woods. Il a été directeur de section au National Security Council.



Reinhard Bütikofer est président du parti écologiste Bündnis 90/Die Grünen (Allemagne).



Janusz Bugajski est ancien collaborateur de Radio Free Europe, de l'USAID, de l'International Republican Institute, du Free Trade Union Institute (AFL-CIO) et de l'International Research and Exchange Board. Il est directeur de recherches au Center for Strategic and International Studies.



Vladimir Bukovsky est un ancien dissident soviétique installé au Royaume-Uni. Il a travaillé pour l'agence de presse de la Freedom House,



Sir Michael Butler est ancien représentant du Royaume-Uni auprès des Communautés européennes. Il est membre du Comité du Foreign Policy Center (Londres) et de Britain in Europe.



Martin Butora fut conseiller du président Vaclav Havel pour les droits de l'homme, puis ambassadeur de Slovaquie à Washington. Il a travaillé au German Marshall Fund, au Woodrow Wilson Institute et au St Anthony's College d'Oxford. Il est président de l'Institútu pre verejné otázky, et administrateur de l'Open Society Fund (Bratislava). Il est lauréat de la médaille de la National Endowment for Democracy.



Daniele Capezzone est secrétaire général du Partito radicali italiani per gli Stati Uniti d'Europa a d'America (Italie).



Per Carlsen est directeur du Dansk Udenrigspolitik Institut (Copenhague). Il est ancien ambassadeur du Danemark en Lituanie.



Melle Gunilla Carlsson est membre du parlement suédois.



Ivo Daalder est membre de la Brookings Institution et du Council on Foreign Relations, ancien directeur des affaires européennes au National Security Council sous l'administration Clinton, où il coordonnait la politique états-unienne concernant la Bosnie. Il a aussi participé au groupe d'étude de la Commission on National Security/21st century (également appelée Commission Hart-Rudman).



Massimo d'Alema (Italie) est député, président du Parti des démocrates de gauche (PDS), ancien président du Conseil (d'octobre 1998 à novembre 1999).



Pavol Demes est ancien ministre des Affaires étrangères slovaque, directeur pour l'Europe centrale et de l'Est au German Marshall Fund. Il a également été membre du Woodrow Wilson Institute. Avant la " révolution de velours " de novembre 1989, il était chercheur en biomédecine à l'Université Cornelius de Bratislava.



Larry Diamond est ancien expert à l'USAID, membre de la Hoover Institution et co-rédacteur du Journal of Democracy, l'organe de la National Endowment for Democracy dont il est codirecteur du forum des études démocratiques. Il a été conseiller senior pour la Coalition Provisional Authority à Bagdad sur les questions liées à la transition politique de l'Irak de janvier à mars 2004.



Philip Dimitrov est ancien Premier ministre de Bulgarie (novembre 1991 - décembre 1992), ancien représentant permanent aux Nations-Unies (1997-1998), ancien ambassadeur aux États-Unis (1998-2002). Il est le seul Bulgare à avoir reçu la récompense Truman-Reagan de la liberté pour sa contribution à la défaite du communisme (1999). Il est membre de l'International Committee for the Democracy in Cuba



Thomas Donnelly est membre de l'*American Enterprise Institute*, ancien directeur exécutif du *Project for the New American Century* (1999-2002) et actuel directeur de la communication de *Lockheed Martin*.



Nicholas Eberstadt détient la chaire Henry Wendt d'économie politique de l'*American Enterprise Institute*. Il est membre du *Council on Foreign Relations*. Il est aussi un ancien expert du département d'État et de la Banque mondiale et ancien membre du *Committee on the Present Danger*.



Uffe Ellemann-Jensen est ancien ministre des Affaires étrangères danois. Il est également membre du *Groupe de Bilderberg*.



Helga Flores Trejo est directrice du bureau de Washington de la *Heinrich Böll Foundation of North America*.



Francis Fukuyama est professeur d'économie politique internationale à la *School of Advanced International Studies* de la *Johns Hopkins University* et membre du *Council on Foreign Relations*. Il est l'auteur de *La Fin de l'histoire* et, plus récemment, de *Our Posthuman Future*. Il est administrateur de la *National Endowment for Democracy* et ancien administrateur de la *Rand Corporation*. Il a été expert au département d'État.



Jeffrey Gedmin (Allemagne) est membre de l'*Aspen Institute*, membre fondateur du *Project for the New American Century*, membre du directoire du *Council for a Community of Democracies* et chercheur résident à l'*American Enterprise Institute*.



Bronislaw Geremek est membre fondateur du syndicat Solidarnosc (proche conseiller de Lech Walesa), ancien ministre des Affaires étrangères polonais (1997-2000) et directeur de la commission des affaires étrangères du Parlement de Pologne. Il est actuellement député de Pologne et professeur au Collège d'Europe de Natolin. Il siège également dans divers organismes tels que le Council on Foreign Relations, l'International Crisis Group et la Commission on Human Security (Genève). Il fut administrateur du Committee for the Liberation of Iraq.



Carl Gershman est président de la National Endowment for Democracy (liée à la CIA) depuis 1984, où il a supervisé l'allocation de fonds pour l'Afrique, l'Asie, le Moyen-Orient, l'Europe de l'Est, l'ex-URSS et l'Amérique latine. Il est également membre du Council on Foreign Relations. Auparavant il était chercheur résident à la Freedom House (1980-81) et directeur du Parti social-démocrate états-unien de 1974 à 1980.



Marc Ginsberg est ancien ambassadeur des États-Unis au Maroc, membre du Council on Foreign Relations et du conseil de direction de la Foundation for the Defense of Democracies. Il a servi dans l'administration Carter et fut consultant auprès de CBS, CNN et NBC News pendant la première guerre du Golfe. Il collabore toujours avec ces chaînes de télévision ainsi qu'Al Jazira et occupe le poste de P.D.G. de la société Northstar Equity Group basée à Washington.



Andre Glucksmann est philosophe et essayiste. Ancien collaborateur de l'agence de presse de la Freedom House, il est l'auteur de *Ouest Contre Ouest*.



Phil Gordon est chercheur à la Brookings Institution à Washington et membre du Council on Foreign Relations. Il est ancien directeur des affaires européennes du National Security Council et consultant à la Rand Corporation.



Karl-Theodor von und zu Guttenberg est membre du Parlement allemand et de l'International Commission on the Balkan.



Istvan Gyarmati est ancien ministre adjoint à la Défense de Hongrie (1998-99). Directeur du Magyar Atlanti Tanacs (Budapest) ; Vice-président du comité de conseil du Szeged Center for Policy Security (Szeged) ; administrateur du Center for democratic control of armed forces (Genève) ; vice-président du East-West Institute (New York). Administrateur de la société de conseil EAG (Berlin).



Pierre Hassner est ancien élève de Leo Strauss et directeur du Centre d'études et de recherches internationales (Paris).



Vaclav Havel est ancien président de la Tchéquie. Il est membre fondateur de la New Atlantic Initiative, co-président de l'International Committee for Democracy in Cuba, administrateur du Committee on Present Danger.



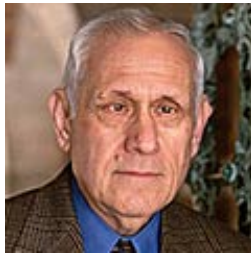
Richard C. Holbrooke est ancien ambassadeur des États-Unis à l'ONU. Il est administrateur du Council on Foreign Relations et de la National Endowment for Democracy ; président de l'Asia Society et de la Global Business Coalition on HIV/AIDS, membre du Groupe de Bilderberg et de la Commission trilatérale.



Toomas Ilves est ministre des Affaires étrangères d'Estonie.



Bruce Jackson est ancien vice-président de Lockheed Martin. Il préside le Project on Transitional Democracies et est membre du Council on Foreign Relations. Il a fondé l'US Committee to Expand NATO et le Committee for the Liberation of Iraq. Il est administrateur du Center for Security Policy, de la New Atlantic Initiative, du Center for Strategic and International Studies, du Project for a New American Century et de l'International Commission on the Balkans.



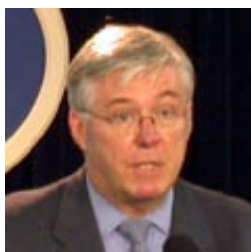
Donald Kagan est professeur d'histoire à l'université de Yale et administrateur honoraire du Hudson Institute.



Robert Kagan est le fils de Donald Kagan et le mari de Victoria Nuland. Il est ancien rédacteur des discours de George P. Schultz. Il est membre du Council on Foreign Relations et dirige le Project for a New American Century et travaille au Carnegie Endowment for International Peace. Il est chroniqueur au *Weekly Standard*. Il fut administrateur du Committee for the Liberation of Iraq.



Jerzy Kozminski est ancien ambassadeur de Pologne aux États-Unis.



Craig Kennedy est directeur du German Marshall Fund (Washington) et membre du Council on Foreign Relations.



Glenys Kinnock est députée européenne (travailleuse). Elle est co-présidente de l'Assemblée parlementaire Union européenne/ACP et de l'ONG One World Action.



Bernard Kouchner est ancien ministre de la Santé (France) et ancien représentant spécial de l'ONU au Kosovo. Il a fondé Médecins du monde.



Ivan Krastev est ancien collaborateur de l'Open Society Institute, du Woodrow Wilson Institute, du German Marshall Fund et du St Anthony's College d'Oxford. Il est membre de l'Atlantic Club of Bulgaria, conseiller du East-West Institute (New York) de la Freedom House et de l'USAID, administrateur du Center for Democracy and Reconciliation in Southeast Europe (Thessalonique) et de l'International Commission on the Balkan, président du Center for Liberal Strategies (Sofia). Il fut administrateur du Committee for the Liberation of Iraq.



William Kristol est le fils d'Irving Kristol et l'ancien directeur de cabinet du vice-président Dan Quayle. Il est membre du Groupe de Bilderberg, président du Project for a New American Century et rédacteur en chef du *Weekly Standard*. Il fut administrateur du Committee for the Liberation of Iraq.



Girts Valdis Kristovskis est ancien ministre de la Défense de Lettonie.



Ludger Kühnhardt est l'ancien rédacteur des discours du président Richard von Weizsäcker. Il est conseiller de la conférence épiscopale d'Allemagne. Il a enseigné dans de nombreuses universités et au St Anthony's College d'Oxford et au Woodrow Wilson Institute. Il est membre de l'Atlantik Brücke et directeur du Zentrum für Europäische

Integrationsforschung (Bonn).

115 personnalités atlantistes

Annuaire des signataires de la lettre ouverte « Cessons d'embrasser Poutine » - partie 2/2

Ceci est la seconde partie (sur 2) de l'annuaire des signataires de la lettre ouverte « Cessons d'embrasser Poutine »

- ▶ 1ère partie
- ▶ Voir aussi l'analyse des enjeux de cette tribune
- ▶ Texte intégral de la lettre ouverte



Mart Laar est historien et ancien Premier ministre (chrétien démocrate) d'Estonie.



Vytautas Landsbergis est musicologue, ancien président de Lituanie. Il est membre de la Fondation de service politique (Paris) et fut administrateur du Committee for the Liberation of Iraq.



Stephen Larrabee est ancien membre du Conseil de sécurité nationale. Il est expert à la Rand Corporation et membre du Council on Foreign Relations.



Mark Leonard est directeur du Foreign Policy Center (Londres). Il est ancien collaborateur du German Marshall Fund.



Sabine Leutheusser-Schnarrenberger est ancienne ministre (FPD) de la Justice d'Allemagne. Elle est députée européenne.



Tod Lindberg est rédacteur en chef de la Policy Review de la Hoover Institution.



Tom Malinowski est directeur de Human Rights Watch (Washington).



Will Marshall est membre de Social Democrats/USA et président du Progressive Policy Institute. Il fut administrateur du Committee for the Liberation of Iraq.



Margarita Mathiopoulos est membre du bureau politique du FDP, directrice du Center for Transatlantic Security and Military Affairs (Postdam) et vice-présidente de la Deutsche Atlantische Gesellschaft. Directrice de la société de conseil European Advisory Group.



Clifford May est directeur de la Foundation for the Defense of Democracies,



John McCain est sénateur de l'Arizona, membre du Council on Foreign Relations et président de l'International Republican Institute



Michael A. McFaul est collaborateur de la Hoover Institution., de la Carnegie Endowment for International Peace et de la National Democratic Institute. Il est administrateur de l'Eurasia Foundation, du Firebird Fund, et conseiller de Human Rights Watch.



Matteo Mecacci est membre de la direction du Partito radicali italiani per gli Stati Uniti d'Europa e d'America



Mark Medish est avocat, ancien directeur du Conseil de sécurité nationale des États-Unis.



Thomas O. Melia est directeur de l'Institute for the Study of Diplomacy de l'université de Georgetown.



Sarah E. Mendelson est ancienne collaboratrice du National Democratic Institute.. Elle est aujourd'hui expert sur la Tchétchénie au Center for Strategic and International Studies et au Carnegie Endowment for International Peace.



Michael Mertens est ancien conseiller du chancelier Kohl. Il est associé-gérant de Dimap-Consult.



Ilir Meta est ancien Premier ministre (socialiste) d'Albanie. Il est membre de l'International Commission on the Balkans (Sofia).



Adam Michnik est ancien collaborateur de l'agence de presse de la Freedom House, aujourd'hui rédacteur en chef de la Gazeta Wyborcza. Il est membre du Council on Foreign Relations et fut administrateur du Committee for the Liberation of Iraq.



Richard Morningstar est ancien ambassadeur des Etats-Unis. Il est professeur à la Kennedy School d'Harvard et administrateur de l'Eurasia Foundation.



Joshua Muravchik est collaborateur de l'American Enterprise Institute, du Washington Institute for Near East Policy et de la National Endowment for Democracy. Il est membre du Council on Foreign Relations et fut administrateur du Committee for the Liberation of Iraq.



Klaus Naumann est ancien commandant en chef des KSK et ancien président du Comité militaire de l'OTAN. Il fut administrateur du Committee for the Liberation of Iraq. Il est conseiller du World Security Network, administrateur de Thales North America et de l'European Advisory Group ; superviseur de Odenwald Werke Rittersbach.



Dietmar Nietan est député (SPD) au Bundestag et conseiller de la Humboldt Institution on Transatlantic Issues.



James O'Brien ancien envoyé spécial du président Clinton pour les Balkans. Il est administrateur de The Albright Group.



Janusz Onyszkiewicz est ancien ministre de la Défense de Pologne. Il préside l'Euro-Atlantic Association.



Cem Ozdemir est collaborateur du German Marshall Fund et député (Bündnis 90/Die Grünen) au Bundestag.



Can Parker est directeur de la Türkiye Ekonomik Ve Sosyal Etüdler Vakfi et ambassadeur de Turquie.



Mark Palmer est ancien ambassadeur des Etats-Unis. Il est le fondateur de Central European Media Enterprises et président de Capital Development Company (Washington). Il est membre du Council on Foreign Relations et administrateur de la National Endowment for Democracy, vice-président de la Freedom House et administrateur des Friends of Falu Gong.



Martin Peretz est rédacteur en chef de *The New Republic*.



Friedbert Pfueger est député (CDU) au Bundestag, président de la Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik, administrateur de la Theodor Heuss Stiftung et de l'International Crisis Group.



Danielle Pletka est vice-présidente de l'American Enterprise Institute. Elle fut administratrice du Committee for the Liberation of Iraq.



Florentino Portero est membre du Groupu de Estudios Estrategicos (Madrid).



Samantha Ravich est vice-présidente des recherches sur la prolifération au Long Term Strategy Project pour la préservation de la sécurité et des normes démocratiques dans la guerre au terrorisme, membre du Council on Foreign Relations et ancienne chercheuse au département des études asiatiques du Center for Strategic and International Studies. Elle a aussi été conseillère spéciale sur les questions de sécurité nationale auprès du vice-président Richard Cheney (2001-2003) et a travaillé pour la Smith Richardson Foundation.



Janusz Reiter est président du Centre pour les relations internationales (Varsovie) et publiciste. Il est également co-fondateur du Conseil pour la politique étrangère.



Alex Rondos est ancien ambassadeur des États-Unis en Grèce, ancien assistant spécial du ministre grec des Affaires étrangères George Papandreou spécialisé dans les Balkans et l'aide humanitaire.



Jim Rosapepe est ancien ambassadeur des États-Unis en Roumanie (1998-2001). Il a présidé le comité d'investissement de la branche albanaise de l'American Enterprise Institute de 1995 à 1997. Actuellement il siège au conseil de direction de plusieurs fonds d'investissement actifs en Europe centrale.



Jacques Rupnik est directeur de recherches au Centre d'Etudes et de Recherches Internationales (CERI), conseiller de la International Helsinki Federation for Human Rights, de l'European Center for Minority Issues.



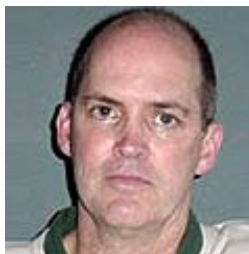
Universität (Berlin).

Eberhard Sandschneider est membre du du Council on Foreign Relations en Allemagne et directeur de la Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik, Il a travaillé au département de sciences politiques et sociales et a présidé le Centre d'études de la politique chinoise et extrême-orientale de la Freie



des activités de lobbying, notamment pour la National Rifle Association de 1999 à 2002.

Randy Scheunemann est membre du comité de direction du Project for the New American Century, trésorier du Project on Transitional Democracies, membre du conseil de direction du Comité états-unien de l'OTAN et auteur de l'*Iraq Liberation Act*, qui en 1998 a permis l'attribution de 98 millions de dollars à l'Iraqi National Congress (INC). Par ailleurs il mène



dans les universités John Hopkins et la Paul H. Nitze School of Advanced International Studies. Par ailleurs il a participé au Comité du renseignement du Sénat.

Gary Schmitt est directeur exécutif du Project for the New American Century et a été directeur exécutif du Foreign Intelligence Advisory Board sous la seconde présidence de Ronald Reagan (1984-1988). Il est également membre du Comité états-unien de l'OTAN, membre honoraire de la Brookings Institution, de l'institut The National Interest et enseigne



différents postes à la Johns Hopkins School of Advanced International Studies. Il est membre du Council on Foreign Relations.

Stephen Sestanovich est membre du Council on Foreign Relations et professeur de diplomatie internationale à l'université de Columbia. Il a été ambassadeur spécial pour l'ex-URSS (1997-2001) après avoir été conseiller spécial du secrétaire d'État aux nouveaux États indépendants sous la

présidence de Bill Clinton.



Radek Sikorski est ancien vice ministre des Affaires étrangères (1998-2001) et de la Défense (1992) de Pologne. Il est directeur de la Nouvelle Initiative Atlantique de l'American Enterprise Institute.



Stefano Silvestri est vice-président de l'Instituto Affari Internazionali (Rome)



Martin Simecka est éditeur slovaque et auteur en 1992 du livre *The year of the frog*, récompensé par le Prix Pegasus décerné par la société Exxon-Mobil.



Gary Smith est directeur de l'American Academy de Berlin, fondée en 1998 et présidée par Henry Kissinger.



Abraham Sofaer est membre de la Hoover Institution et du Council on Foreign Relations. Juriste de formation, il a été conseiller auprès du Département d'État de 1985 à 1990.



James Steinberg est vice-président et directeur des recherches sur la politique étrangère à la Brookings Institution. Il est membre du Council on Foreign Relations et du Groupe de Bilderberg. Il a été analyste à la Rand Corporation, conseiller de Edward M. Kennedy et vice conseiller pour la sécurité nationale de Bill Clinton.



Gary Titley est membre du groupe socialiste du parlement européen, du Labour Party National Executive Committee. Il a joué un rôle important dans les négociations pour l'élargissement de l'Europe.



Ivan Vejvoda est directeur exécutif du Balkan Trust for Democracy, projet du German Marshall Fund. Il est également conseiller auprès du gouvernement de Serbie pour les questions d'intégration européenne et de politique étrangère.



Sasha Vondra est ancien vice-ministre des Affaires étrangères de la République tchèque et ancien ambassadeur aux États-Unis. Il est bénéficiaire d'une bourse du German Marshall Fund.



Celeste Wallander est directrice des recherches du programme Russie / Eurasie au Center for Strategic and International Studies depuis 2001, après avoir été membre du Council on Foreign Relations. Elle a aussi été directrice du Program on New Approaches to Russian Security financé par Carnegie Corporation et la fondation Mac Arthur. Elle a écrit *Mortal Friends, Best Enemies : German-Russian Cooperation after the Cold War*.



Ruth Wedgwood est professeur de relations internationales de la School of Advanced International Studies à la Johns Hopkins University. Elle est membre du Council on Foreign Relations et a conseillé le Pentagone pour mettre en place les commissions militaires chargées de juger les détenus de Guantanamo. Elle est experte du cabinet de relations publiques Benador Associates.



Richard Weitz est membre de l'Institute for Foreign Policy Analysis depuis 2003, spécialisé dans les questions de défense, planification stratégique, questions de sécurité européennes et asiatiques, guerre au terrorisme et politique d'armement nucléaire. Auparavant il avait travaillé pour le Center for Strategic and International Studies, le Defense

Science Board, DFI International, Inc., le Center for Naval Analyses, le bureau du secrétaire à la défense et la Commission sur le rôle et les missions des forces armées des États-Unis.



Kenneth Weinstein est vice-président et directeur général de l'Hudson Institute. Auparavant il a occupé le poste de directeur du Government Reform Project de la Fondation Heritage et a enseigné la science politique à l'université de Georgetown.



Jennifer Windsor est directrice exécutive de la Freedom House.



R. James Woolsey est ancien directeur de la CIA. Il fut vice-président du Committee for the Liberation of Iraq. Il est fondateur de la Foundation for the Defense of Democracies, de l'Institute for Analysis of Global Security, du Committee on Present Danger ; président de la Freedom House ; administrateur du

Center for Strategic and international Studies et du Jewish Institute for National Security Affairs ; membre du Council on Foreign Relations et conseiller de Americans for Victory over Terrorism. Il est par ailleurs vice-président de Bozz Allen & Hamilton et association du Paladin Capital Group. Il est membre du Policy Advisory Board du secrétariat à la Défense.